

Rome, un enfant battu dans la rue par un demandeur d'asile égyptien parce qu'il est juif

écrit par Jules Ferry | 4 février 2025



Image d'illustration IA

[Vox](#)

La honte de l'Italie : des clandestins protégés par des juges idéologiquement corrompus

C'est une honte insupportable pour l'Italie de voir un enfant de huit ans seulement, en compagnie de sa mère, être brutalement attaqué et battu en plein jour sur la

Via Nazionale à Rome, simplement parce qu'il portait une kippa. Mais ce qui fait encore plus bondir, c'est que l'agresseur, un Égyptien de 33 ans, ait pu rester dans notre pays grâce à la protection internationale accordée par un système judiciaire qui semble avoir complètement perdu le sens des réalités et de la justice.

Un système judiciaire pourri par l'idéologie

Cet individu, qui s'est avéré être une menace pour notre société, n'a été arrêté que grâce à l'intervention courageuse d'un commerçant qui a mis ce monstre en fuite. Mais pourquoi était-il encore là ? Pourquoi nos juges, corrompus par une idéologie qui fait passer les intérêts des immigrés clandestins avant ceux des citoyens italiens, ont-elles permis à ce criminel de rester en Italie ?

La protection internationale : un paravent pour le crime

L'Égypte n'est pas un pays sûr selon les juges rouges. Pour eux, cela justifie que l'Italie devienne un refuge pour ceux qui ne respectent pas nos lois, ceux qui s'en prennent aux plus vulnérables, ceux qui mettent notre sécurité en danger. La protection internationale ne doit pas être un bouclier pour ceux qui se comportent ensuite comme des criminels dans notre pays.

La demande d'asile devient un permis de commettre des crimes

Demander l'asile est devenu un permis de commettre des crimes. Cet Égyptien de 33 ans a démontré que le système d'accueil et de protection a lamentablement échoué. Nos lois et nos juges ont perdu le sens des réalités, permettant à des individus dangereux de rester dans notre pays, mettant en danger la vie de nos enfants, de nos familles.

Un appel à la justice et à la raison

https://resistancerepublicain.com/wp-content/uploads/2025/02/ssstwitter-com_1738611286980.mp4

Il est temps de se réveiller, de réformer un système qui protège les criminels plutôt que les victimes. Les avocats qui ont permis une telle injustice doivent rendre des comptes. L'Italie ne peut pas continuer à être un terrain de jeu pour ceux qui, sous le couvert de l'asile, apportent la violence et la peur dans nos rues.

Cet incident n'est pas seulement un épisode de violence ; c'est le symptôme d'une maladie profonde dans notre système juridique, qui encourage l'anarchie et la violence au détriment de la sécurité et de la justice pour les citoyens italiens. C'en est assez de cette honte. Un changement radical est nécessaire, un retour à la raison et à la protection de ceux qui vivent dans ce pays en respectant ses lois et ses valeurs.

Sortez d'Italie les 140 000 chômeurs qui vivent dans les centres d'accueil et qui sont des immigrés clandestins, même si les médias, les politiciens et les juges corrompus les appellent « demandeurs d'asile ».



►Le fils adolescent d'un couple d'avocats des droits de l'homme battu dans une prison iranienne...



Nima Khandan, le fils de 17 ans de la célèbre avocate iranienne des droits de l'homme Nasrin Sotoudeh, a été battu et blessé par des agents pénitentiaires lors d'une visite à son père emprisonné à la prison d'Evin à Téhéran, selon des messages publiés sur le compte Instagram de Sotoudeh.

L'incident s'est produit mercredi lorsque six agents pénitentiaires ont jeté l'adolescent au sol et l'ont pressé contre les rampes d'escalier, lui infligeant des blessures, notamment une oreille ensanglantée par des piercings enlevés de force.

L'agression s'est produite alors que le jeune Khandan tentait de rencontrer son père, qu'il n'avait pas vu depuis plusieurs semaines en raison d'examens.

Selon le récit de Mme Sotoudeh, un fonctionnaire de la prison identifié comme « Haghjou » a ensuite menotté l'adolescent blessé et convoqué des agents armés dans la salle d'attente où sa mère l'avait emmené.

La situation a dégénéré lorsque les agents ont sorti leurs armes en réponse aux protestations de Mme

Sotoudeh.

Mme Sotoudeh a déclaré : « Dans la dernière scène, Haghjou, abusant de sa position officielle, a menotté Nima ensanglanté et a fait entrer des officiers armés dans la salle d'attente où je l'avais emmené pour empêcher son arrestation ».

Elle a ajouté : « Ces jeunes soldats, en réponse à mes cris pour empêcher l'arrestation de Nima, ont sorti leurs armes. J'ai ri. Je leur ai dit : « Rangez votre jouet ». Je ne sais pas ce qui s'est passé, mais il a retiré sa main ».

L'incident a également affecté la mère de Reza Khandan, âgée de 85 ans, qui s'est évanouie en voyant son petit-fils menotté et a dû être hospitalisée jusqu'au soir.

Après la confrontation, Nima a été arrêté et emmené au poste de police, mais il a été relâché au bout de quelques heures.

Son père, Reza Khandan, est détenu dans le pavillon 8 de la prison d'Evin depuis décembre. Il a entamé une grève de la faim en réaction à cet incident.

Il a été condamné à six ans de prison en 2018, en même temps que le militant Farhad Meysami, pour des infractions présumées à la sécurité liées à des manifestations contre les lois sur le hijab obligatoire.



[Nasrin Sotoudeh](#)



►Nigeria : des musulmans pénètrent dans une église pendant le culte et ouvrent le feu, abattent et mutilent le responsable de l'église



[News Central](#)

Pourquoi ne s'agit-il pas d'une nouvelle internationale ? Parce que les médias du pouvoir ont un modèle : les chrétiens sont des oppresseurs blancs et les musulmans des victimes brunes. Si les actualités ne correspondent pas à ce récit, les faits sont écartés du narratif.

Des assaillants armés ont envahi dimanche l'Église céleste du Christ (CCC) à Idiroko, dans la zone de gouvernement local d'Ipokia, dans l'État d'Ogun, et ont tué le prophète Yomi Adetula, âgé de 54 ans.

News Central a appris que **les assaillants ont pris d'assaut la paroisse** CCC Eagle le long de Baggage Road, Odo Eran, Idiroko, vers 10h30 et ont ouvert le feu pendant le service.

Les trois hommes armés ont tiré sur Adetula, visiblement la cible, et lui ont mutilé la tête avec une hache.

Jusqu'à sa mort, Adetula était directeur de la lutte contre la contrebande d'armes pour le corps

d'orientation sociale et de sécurité (So-Safe) dans l'État...